

ORGANISATION MONDIALE  
DU COMMERCE

WT/DS130/1  
G/SCM/D24/1  
G/L/239  
11 mai 1998  
(98-1866)

---

Original: anglais

IRLANDE - CERTAINES MESURES RELATIVES A L'IMPOT SUR  
LE REVENU CONSTITUANT DES SUBVENTIONS

Demande de consultations présentée par les Etats-Unis

La communication ci-après, datée du 5 mai 1998 et adressée par la Mission permanente des Etats-Unis à la Mission permanente de l'Irlande et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement irlandais, conformément aux articles premier et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et à l'article 30 de l'Accord SMC (dans la mesure où il incorpore par référence l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994), au sujet de subventions prohibées accordées par l'Irlande. Sur la base d'exemplaires non officiels de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les Etats-Unis croient comprendre que, en vertu de la loi irlandaise relative à l'impôt sur le revenu, les maisons de commerce spéciales sont admises à bénéficier d'un taux d'imposition spécial pour les recettes commerciales tirées des exportations de produits fabriqués en Irlande. Ils pensent que les instruments pertinents concernant cette mesure sont, entre autres, l'article 39 de la Loi de finances de 1980.

Les Etats-Unis considèrent que cette mesure constitue une subvention à l'exportation et que le fait que son application est limitée aux produits fabriqués en Irlande peut en faire une subvention au remplacement des importations. Il apparaît qu'en tant que telle cette mesure est incompatible avec les obligations qui découlent pour le gouvernement irlandais de l'article 3 de l'Accord SMC.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.

---